



REPUBLIQUE FRANCAISE

7652

DEPARTEMENT DES YVELINES

**REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
DES VEHICULES AINSI QUE LA CIRCULATION DES PIETONS
N°232 BOULEVARD DU MARECHAL JUIN RD113
GRDF & COLAS FRANCE**

Le Maire de Mantes-la-Jolie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Route et, notamment son article R.417-10,

Vu le Code Pénal et, notamment son article R.610-5,

Vu l'arrêté n°3370 du 17 juin 2019 modifié, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de Mantes-la-Jolie,

Vu l'avis favorable du Président du Conseil Départemental,

Vu la permission de voirie du Département des Yvelines – Dossier n°2023-015 du 20 janvier 2023,

Vu l'arrêté n°6834 du 30 mai 2022, portant délégation de fonctions et de signature à Madame Nathalie AUJAY, cinquième Adjointe au Maire, dans les domaines de la dynamisation commerciale, de l'évènementiel et du tourisme (y compris le stationnement et l'occupation du domaine public),

Considérant la demande formulée le 19 janvier 2023 par l'entreprise GRDF situé au n°16 rue Lavoisier - 95000 PONTOISE et représentée par Madame THOMAS, chargée de l'exécution des travaux de branchement gaz en bordure de la RD113 (n°232 boulevard du Maréchal Juin),

Considérant la nécessité de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules ainsi que la circulation des piétons, boulevard du Maréchal Juin RD113, entre le PR 59+610 et le PR 59+630, en fonction de l'avancement des travaux portant sur la réalisation d'un branchement gaz en bordure de la RD113, au droit du n°232, et qu'il convient de prendre certaines mesures réglementaires destinées à assurer la sécurité des usagers de la voie publique,

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du 20 février 2023 et pour une durée de 20 jours, le stationnement des véhicules sera strictement interdit et considéré comme étant gênant au droit et en périphérie du chantier situé au droit du n°232 boulevard du Maréchal Juin RD113, entre le PR 59+610 et le PR 59+630, en fonction de l'avancement des travaux précités.

ARTICLE 2 : Du fait de la présence de véhicules et d'engins de chantier sur le domaine public, en vue de la réalisation des travaux précités situés au droit du n°232 boulevard du Maréchal Juin RD113, entre le PR 59+610 et le PR 59+630, la circulation des véhicules sera ponctuellement réduite par demi-chaussée et la vitesse sera limitée à 30 km/h, en fonction de l'avancement des travaux précités.

ARTICLE 3 : La signalisation nécessaire à l'application du présent arrêté sera mise en place 48 heures à l'avance pour le stationnement et entretenue par les entreprises GRDF et COLAS FRANCE, chargées de l'exécution des travaux précités.

ARTICLE 4 : Les entreprises GRDF et COLAS FRANCE, chargées de l'exécution des travaux devront obligatoirement réaliser un cheminement dûment sécurisé pour la circulation des piétons vers la zone opposée aux travaux précités.

ARTICLE 5 : Les entreprises GRDF et COLAS FRANCE seront strictement responsables des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de la signalisation. Cette dernière devra être conforme au règlement en vigueur.

ARTICLE 6 : Les entreprises GRDF et COLAS FRANCE restent exclusivement responsables de tout accident ou incident dont la présence du chantier situé au droit du n°232 boulevard du Maréchal Juin RD113, entre le PR 59+610 et le PR 59+630, en serait directement ou indirectement la cause.

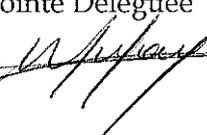
ARTICLE 7 : La remise en état du domaine public se fera selon les prescriptions de l'arrêté de coordination et de sécurité des travaux et du règlement de voirie du 31 mars 1995, en vigueur sur le territoire de la ville de Mantes-la-Jolie.

ARTICLE 8 : Tout véhicule en stationnement illicite, conformément à l'article 1^{er} du présent arrêté, sera déplacé et mis en fourrière. L'enlèvement du véhicule sera exécuté par un garagiste, aux frais du contrevenant.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

ARTICLE 10 : Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et affiché par les entreprises GRDF et COLAS France.

Fait à Mantes-la-Jolie, le 17 0 FEV. 2023

Pour le Maire,
Adjointe Déléguée

Nathalie AUJAY

